



ÉTUDE 2019 DE L'OBSERVATOIRE DE LA MATÉRIALITÉ

ENTREPRISES : SOYONS PROACTIVES SUR LES ENJEUX DE SOCIÉTÉ !

Voici la réponse de six grands groupes à l'appel lancé aux dirigeantes et dirigeants d'entreprise par plus de 90% des citoyens consultés dans 3 pays (France, Allemagne, Pologne). Une attente qui sous-entend un certain niveau de confiance envers les entreprises pour qu'elles prennent part aux grands enjeux de société et fournissent des résultats concrets et vérifiables.

Cette enquête a notamment pour objet d'évaluer la perception des grands enjeux de société pour les prochaines années, et plus particulièrement le rôle que doit y tenir l'entreprise. Réalisée par l'Ifop à la fin de l'année 2018, elle est à l'initiative des 6 groupes - Air Liquide, ENGIE, Michelin, Sanofi, Solvay et SUEZ - partenaires de l'Observatoire de la Matérialité, porté par l'Institut du Capitalisme Responsable.

TROIS ENSEIGNEMENTS MAJEURS

Les deux priorités citoyennes :
l'environnement
& la cohésion sociale

L'entreprise :
fortement attendue...
et observée !

L'État et les entreprises :
des rôles partagés...
et convergents

« Nous avons été particulièrement marqués, avec les membres de l'Observatoire, par le rôle essentiel que les citoyens accordent à l'entreprise pour répondre aux enjeux de société : ils attendent d'elle qu'elle soit moteur et engage des actions concrètes et vérifiables. Ces résultats relativisent la perception d'une forme de défiance à l'égard des entreprises, et en particulier des grands groupes. La société civile porte donc indéniablement une attention toute particulière à la marche engagée vers un capitalisme plus responsable... »



Caroline de La Marnierre
Fondatrice & Directrice
Générale de l'Institut du
Capitalisme Responsable

1 Les deux priorités citoyennes : l'environnement et la cohésion sociale

L'environnement dans le « top 3 » des enjeux prioritaires des trois pays

- Plus d'un Français sur deux cite spontanément le climat, la transition écologique, la raréfaction des ressources, la pollution ou encore la biodiversité comme prioritaires pour les prochaines années. Cela ressort de manière assez homogène dans toutes les tranches de la population.
- Quant aux Allemands et aux Polonais, s'ils se montrent un peu plus réservés, ils placent tout de même la question environnementale en seconde position de leurs enjeux prioritaires.

La cohésion sociale : une expression différente selon les pays, mais une priorité pour tous

- En France, l'emploi / le chômage est cité comme le deuxième enjeu majeur de la décennie, avec 31% des suffrages. Un choix partagé en Allemagne, où l'immigration & l'insertion – sur la première marche du podium avec 40% – sont étroitement liées au déficit de main d'œuvre. En Pologne également, où l'emploi constitue un moyen d'accès à la santé.
- À noter, la lutte contre le terrorisme clôt le « top 3 » français avec 25% des citations, alors que seuls 13% des Allemands et 10% des Polonais y font référence.
- Dans les trois pays, les plus jeunes affichent des perceptions homogènes avec le reste de la population mais se montrent légèrement plus sensibles à la réduction des inégalités et aux nouvelles technologies.

Top 3 des enjeux prioritaires cités spontanément

France		Allemagne		Pologne	
	Environnement	52%		Immigration & insertion	40%
	Emploi / Chômage	31%		Environnement	34%
	Anti-terrorisme / Paix	25%		Pauvreté	14%
	Santé	26%		Environnement	19%
	Emploi / Chômage	18%		Anti-terrorisme / Paix	13%

2 L'entreprise : fortement attendue... et observée !

Les citoyens des 3 pays sont unanimes : ils attendent des entreprises qu'elles se positionnent et agissent sur les enjeux de société de façon proactive. Un plébiscite en France avec 95% des suffrages.

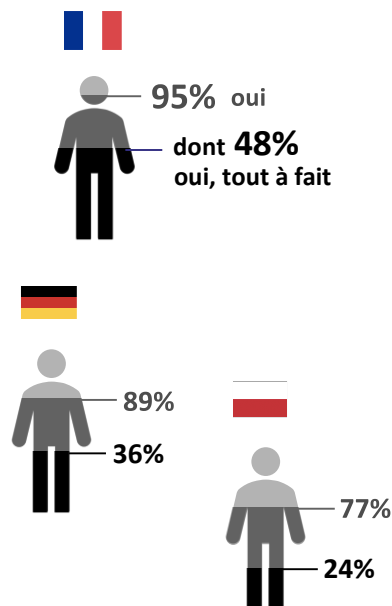
Logiquement, les enjeux prioritaires sont corrélés aux domaines d'activité. Par exemple, le secteur bancaire et financier est davantage attendu sur la cyber-sécurité et la protection des données, tandis que l'Énergie l'est sur le changement climatique. L'Industrie, sur l'emploi / l'insertion.

Quand on leur demande de se mettre à la place d'un dirigeant ou d'une dirigeante d'entreprise, les citoyens se focalisent sur les enjeux suivants :

Mes priorités si j'étais à la tête d'une grande entreprise

			
Insertion & création d'emploi	26%	19%	19%
Pérennité de l'entreprise	25%	28%	23%
Changement climatique	22%	27%	12%
Respect des droits humains	22%	18%	27%
Réduction des inégalités	22%	18%	17%

Les entreprises doivent-elles s'engager sur les enjeux de société ?



Pour les citoyens européens, la force de l'engagement des entreprises repose essentiellement sur leur exposition aux enjeux auxquels elles devront faire face. Une perception plutôt « en réaction à » du rôle de l'entreprise, qui s'observe davantage en France qu'en Allemagne ou en Pologne :

- En second lieu, les Allemands voient une raison d'augmenter les profits de l'entreprise (40%) ;
- Les Polonais quant à eux pensent plutôt à l'avantage concurrentiel et l'innovation (33%) ;
- Les Français, plus sceptiques, citent l'image de marque et la réputation (35%) ou encore les contraintes réglementaires nationales et européennes (33%).

De même, concernant l'information délivrée par les entreprises, les Français se montrent de loin les plus exigeants : environ un Français sur trois considère qu'elle est sincère, complète et claire, alors que les Allemands et les Polonais se situent entre 42% et 57% sur ces mêmes critères.

Quels éléments permettent le mieux d'évaluer les actions des entreprises en faveur des enjeux ?

Pour **71%** des Français, **67%** des Allemands et **65%** des Polonais :



des résultats concrets et vérifiables

Des Français plus « consom'acteurs »

 **22%**
des Français jugent prioritaire l'adoption de **modes de consommation/production plus responsables**
vs 10% des Allemands et des Polonais



33%

estiment être les **premiers acteurs de ce changement**

vs 19% des Allemands, 18% des Polonais
et devant les entreprises (23%)
et l'État (10%)

68% des citoyens interrogés – particulièrement les Français à 71% – évaluent les actions des entreprises en fonction de résultats concrets et vérifiables, signifiant la capacité de ces dernières à les produire, ce qui est particulièrement positif.

À noter, les prises de parole et de position des dirigeantes et dirigeants n'arrivent qu'en dernière position (à 33%).

3

L'État et les entreprises : des rôles partagés... et convergents

#1 #2

État et entreprises sont attendus avant tous les autres acteurs sur l'environnement...
en particulier pour la qualité de l'air (respectivement 23% et 21%), le climat (31% et 13%) et la raréfaction des ressources (27% et 15%).

...et sur la cohésion sociale pour la création d'emplois et l'insertion de toutes et tous (18% et 31%) et la réduction des inégalités (36% et 12%).

Dans chacun des trois pays, les deux acteurs les plus attendus sur les enjeux de société sont l'État et l'entreprise, loin devant les ONG, les collectivités, les investisseurs, les salariés, etc. Des résultats qui témoignent de la transition en cours : l'État et les entreprises doivent construire une nouvelle complémentarité d'action.

Ce que l'on attend en priorité de l'État varie d'un pays à l'autre :

- la sécurité en France (56%) ;
- le respect des droits humains en Allemagne (42%) ;
- la transparence des actions publiques/privées en Pologne (49%).

L'entreprise est placée dans un rôle prépondérant sur celui de l'État dans trois domaines en particulier :

- L'emploi et l'insertion (31% vs 18%) ;
- L'innovation (29% vs 18%) ;
- Le développement de modèles de consommation et de production (25% vs 10%).

Méthodologie

Cette étude a été mandatée par l'Observatoire de la Matérialité, porté par l'Institut du Capitalisme Responsable.

Elle a été réalisée par l'Ifop sur la base d'échantillons représentatifs de 1000 personnes en France, 1002 personnes en Allemagne et 1009 personnes en Pologne, âgées de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne, du 8 au 23 novembre 2018.

Contexte de l'enquête

L'Observatoire de la Matérialité a mené une première enquête fin 2017 auprès d'un échantillon de Français.

Cette deuxième édition, présentée dans le cadre de PRODURABLE, permet d'explorer la perception citoyenne des enjeux de société et du rôle attendu de l'entreprise au sein de trois pays européens. Avec la France, le choix comparatif s'est porté sur deux pays aux maturités différentes : l'Allemagne, pays fondateur de l'Union Européenne et la Pologne, pays clé de l'élargissement de l'Union européenne en 2004.

Les entreprises engagées dans l'Observatoire de la Matérialité peuvent en tirer les enseignements pour aligner leurs enjeux et leur vision stratégique avec les attentes des citoyens, partie prenante prépondérante de leur écosystème.

Repères chiffrés sur les 3 pays [Source : Eurostat 2018]

FRANCE	▪ 66,9 M d'habitants	ALLEMAGNE	▪ 82,8 M d'habitants	POLOGNE	▪ 38 M d'habitants
	▪ PIB réel / hab : 32 900 €		▪ PIB réel / hab : 35 900 €		▪ PIB réel / hab : 12 500 €
	▪ Pop. en % de la pop. de l'UE28 : 13,1%		▪ Pop. en % de la pop. de l'UE28 : 16,2%		▪ Pop. en % de la pop. de l'UE28 : 7,4%

À propos de l'Observatoire de la Matérialité

L'Observatoire de la Matérialité est né en juin 2017 au sein de l'Institut du Capitalisme Responsable, centre de recherche appliquée à l'entreprise et à la communauté financière pour des modèles de croissance plus responsables et plus durables.

Il pilote un travail de réflexion entre émetteurs et parties prenantes stratégiques dans la sphère publique sur l'identification des enjeux prioritaires des entreprises sur les 3 à 5 ans à venir : périmètre de responsabilité, empreinte et rôle économique, financier, social et sociétal, vis à vis des citoyens, des gouvernements, des ONG et autres organisations. Il s'agit de définir l'agenda des entreprises sur les enjeux les plus stratégiques et créateurs de valeur.

Il rassemble les Directrices et Directeurs RSE / Développement Durable de 6 Groupes Partenaires.



Contact



Virginie de Capèle
 Directrice des Affaires Publiques
 E-mail : vdecapele@institutcr.com
 Téléphone : 06 07 06 74 82

Retrouvez la synthèse de l'étude
 en [cliquant ici](#) ou sur
capitalisme-responsable.com